



Savants ou militants ? Le dilemme des chercheurs face à la crise écologique

Par Audrey Garric

Publié aujourd'hui à 19h00, mis à jour à 20h52

 Réservé à nos abonnés

Favoris



Partage



ENQUÊTE Ils signent pétitions et tribunes pour alerter sur le réchauffement climatique et la dégradation de la biodiversité, pourtant, leur incursion dans le débat public n'a rien d'évident. A l'heure des « fake news », la communauté scientifique questionne le bien-fondé de son engagement.

« *Suis-je encore écologue ou écologiste ?* » Comme d'autres scientifiques, Franck Courchamp, directeur de recherches au CNRS, est en plein questionnement. Sans relâche, depuis plusieurs années, mais surtout ces derniers mois, il s'interroge sur son rôle en tant que scientifique, et en tant que citoyen, face à une crise environnementale sans précédent dont il documente chaque jour les effets. « *Pendant des années, j'observais la destruction de la biodiversité de manière neutre, comme un chercheur en médecine verrait une maladie : pour étudier les dysfonctionnements du corps humain*, dit-il. *Aujourd'hui, je vis très mal cet effondrement du vivant et j'ai décidé de m'engager.* »

Le bon équilibre

Ce chercheur, qui a étudié des plus petites espèces (fourmis) aux plus grosses (éléphants), a récemment réorienté ses recherches autour des effets des changements globaux, tels le dérèglement climatique ou la surexploitation des ressources, sur la biodiversité. Et il a pris le parti d'« *informer les gens pour qu'ils réagissent* ». « *Je ne sais pas si c'est notre rôle de résoudre les problèmes environnementaux, mais c'est peut-être notre devoir* », esquisse le chercheur, qui s'implique dans des livres et des documentaires, et répond inlassablement aux sollicitations des associations comme des médias. Trouver le bon équilibre n'a pas été aisé, et ne l'est toujours pas. « *Cela me mettrait mal à l'aise en tant que citoyen de ne pas agir, mais cela me met mal à l'aise en tant que scientifique d'agir, car je risque de perdre de la neutralité et la crédibilité indispensables à mon*

« Je vis très mal cet effondrement du vivant et j'ai décidé de m'engager », Franck Courchamp

Cette ambivalence, que Franck Courchamp désigne comme « *la bipolarité de l'écologue* », s'applique à d'autres disciplines académiques. Pour un nombre croissant de climatologues, de biologistes, d'agronomes ou d'astronomes, particulièrement chez les jeunes chercheurs, la production de connaissances pour leur seul intérêt scientifique ne suffit plus, alors que les glaciers fondent, la mer monte, les espèces s'éteignent et les événements extrêmes se multiplient. Et que la société, toujours plus inquiète, leur demande des réponses à la crise. La tentation est alors forte de sortir des laboratoires pour investir l'agora.

Preuve de cette ébullition de la communauté, les pétitions de chercheurs se multiplient. Le 21 février, dans une tribune du Monde, près de 1 000 scientifiques de toutes disciplines appelaient les citoyens à la désobéissance civile, « *pour changer le système par le bas dès aujourd'hui* ». En novembre, 11 000 chercheurs proposaient des transformations mondiales de nos modes de vie pour éviter des « *souffrances indescriptibles* », tandis que d'autres exhortaient les maires à réduire la consommation de viande dans les cantines scolaires ou soutenaient la grève des jeunes pour le climat, pour ne citer que quelques exemples d'une longue liste d'appels.

Un terme repoussoir

Les questionnements et tiraillements sont tels que l'Institut Pierre-Simon-Laplace (IPSL), qui rassemble neuf laboratoires de recherche spécialisés dans les sciences de l'environnement, a organisé une conférence sur le sujet, mi-janvier, tandis que la Société française d'écologie et d'évolution (SFE²) y a consacré une journée de réflexion au Muséum national d'histoire naturelle, à Paris, le 3 février. Selon un sondage effectué en janvier par la SFE², 84 % des écologues et évolutionnistes (sur 439 réponses) pensent qu'il faudrait augmenter l'implication de la recherche en écologie dans la société.

La question a même fait irruption à l'Académie des sciences lorsque des étudiants ont bousculé d'éminents scientifiques à l'issue d'un colloque consacré au climat, fin janvier. « *Les scientifiques doivent-ils s'engager politiquement pour être enfin écoutés ? Un ou une scientifique du climat ne devrait-il pas être militant ?* », a lancé une étudiante, prononçant un terme repoussoir pour une partie de la communauté.

« *La vie périlite sur Terre et l'on se demande s'il est bien raisonnable que les scientifiques interviennent dans le débat public. C'est scandaleux de se poser cette question* », s'irrite l'astrophysicien Aurélien Barrau. Ce professeur à l'université Grenoble-Alpes est devenu l'une des figures médiatiques de la lutte contre le dérèglement climatique après avoir lancé, avec l'actrice Juliette Binoche, un appel pour une action politique « *ferme et immédiate* », signé par 200 personnalités et publié

« jérôme et imminente », signé par 200 personnalités et publié en « une » du Monde. « *Avant de tenter de sauver des enfants face à un terroriste, on ne se demande pas si l'on est légitime, si l'on sort de son rôle, si l'on a le bon niveau de diplômes* », tacle-t-il, avec le brin de provocation dont il est coutumier.

« **Essentialisation du scientifique** »

La participation des scientifiques au débat public ne va

pourtant pas de soi. « *La majorité ne pensent pas qu'ils ont à prendre position publiquement, pas plus que les ingénieurs, les cadres ou les énarques* », rappelle l'historien des sciences Dominique Pestre, directeur de recherche à l'EHESS. « *On n'est pas omniscients et, dans mon cas, c'est un frein pour parler en public, explique Sébastien Masson. Je cherche à comprendre comment fonctionne le climat, la mousson ou El Niño indépendamment du changement climatique. Du coup, je suis mal à l'aise pour parler du changement climatique.* » Ce chercheur au laboratoire Locean (IPSL) dit rester dans sa « bulle » en publiant ses résultats dans des revues scientifiques.

Surtout, le fait de prendre parti va à l'encontre des valeurs communément projetées sur les scientifiques : celles de la neutralité, du désintéressement, de l'honnêteté, de l'autonomie, voire de la pureté. « *Le scientifique est essentialisé. Avec la laïcisation de la société, il est devenu l'héritier du clerc, avec toute une série d'attributs qui le définissent comme un personnage très à part, ce qu'il n'est pas* », poursuit Dominique Pestre. « *Le grand récit de la science, c'est qu'elle est d'autant plus*

utile à la société qu'elle lui est extérieure », complète son confrère et collègue Christophe Bonneuil. En somme, le savant devrait se tenir à l'écart du militant.

« Illusion » de la neutralité

Alors que ce mythe d'une science coupée de la société a été déconstruit par des dizaines d'années de recherche en sociologie et en histoire des sciences, ceux qui s'engagent ont abandonné l'idée d'une neutralité scientifique ou d'un devoir de réserve qui leur incomberait. Vincent Devictor, directeur de recherche (CNRS) à l'Institut des sciences de l'évolution de Montpellier, y voit des principes qui favorisent l'« autocensure » et un « manque de courage » de la communauté des écologues. Comme nombre de ses collègues, il considère que tout scientifique est orienté dans ses recherches. Soit par des valeurs positives, telle la curiosité, soit par des contraintes souvent liées au financement.

« Je suis payée par les impôts des gens. J'ai le sentiment de devoir partager les connaissances produites grâce à cela », Valérie Masson-Delmotte

A cette « illusion » de la neutralité, le climatologue Christophe Cassou oppose d'autres vertus, comme l'impartialité et l'objectivité. « *Il s'agit de présenter les faits et leur niveau de certitude, d'expliquer qu'ils sont obtenus dans la rigueur de la démarche scientifique, puis de dresser l'ensemble du panel des*

démarche scientifique, puis de dresser l'ensemble du panel des solutions à la crise climatique. Par exemple, sur l'énergie, après avoir insisté sur la nécessaire sobriété, j'évoque autant le nucléaire que les renouvelables, mais comme des choix de société, décrit le directeur de recherche CNRS, basé à Toulouse. Dès qu'on communique, on devient impliqué, parce que l'on a envie que la société change. »

La climatologue Valérie Masson-Delmotte « *revendique une forme d'engagement* », notamment lorsqu'elle défend un meilleur enseignement des sciences du climat, et une « *parole libre* », différente de celle du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dont elle est coprésidente du groupe 1. « *Je suis payée par les impôts des gens. J'ai le sentiment de devoir partager les connaissances produites grâce à cela* », explique-t-elle.

Touches plus personnelles

Une responsabilité d'autant plus importante à une époque où les « *fakes news* » augmentent la défiance du grand public vis-à-vis de la science. Et où le message scientifique peine parfois à s'imposer : « *Alors que notre discours est bousculé par les sceptiques et les fabricants de doute d'un côté, et les collapsologues et les catastrophistes de l'autre, il est d'autant plus nécessaire que nous, scientifiques académiques, réinvestissions l'espace public* », plaide Maxime Pauwels, enseignant-chercheur en écologie et évolution à l'université de Lille.

Cet engagement se traduit d'abord dans la vulgarisation, l'une des missions dévolues aux scientifiques. La jeune climatologue à l'IPSL Aglaé Jézéquel, qui considère, comme beaucoup de chercheurs de sa génération, qu'étudier la climatologie est un « *choix politique* », intervient régulièrement auprès d'établissements scolaires et dans des conférences grand public pour « *être utile à la société* ». A l'explication objective et quantitative du processus physique du dérèglement climatique, elle ajoute quelques touches plus personnelles : comment elle le vit et y réagit. « *Je ne dis pas aux gens quoi faire, mais ce que je fais à mon échelle, notamment prendre moins l'avion et manger peu de viande.* » Elle repense aussi ses pratiques professionnelles, évite certaines conférences à l'étranger pour limiter le nombre de vols, à l'image d'un mouvement dans la recherche qui réfléchit à son impact climatique.

« **Eclairer les choix politiques** »

Reste que la connaissance scientifique peut s'avérer difficilement utilisable par la société en général et les décideurs en particulier. A l'image du climatologue Eric Guilyardi (IPSL), des chercheurs appellent à une coconstruction de l'expertise avec les acteurs locaux. « *On n'est pas là pour décider, mais il*

faut rapprocher notre diagnostic au plus près de l'espace de la décision. Cela fait partie de notre rôle », plaide le climatologue Hervé Le Treut, professeur à la Sorbonne Université et à l'École polytechnique.

Il l'a expérimentée pendant cinq ans, en présidant le comité scientifique du projet AcclimaTerra en Nouvelle-Aquitaine grâce auquel la région s'est dotée d'une stratégie d'adaptation au dérèglement climatique. Les 370 experts pluridisciplinaires ont « *éclairé les choix politiques* » – par exemple arbitrer entre protéger la biodiversité, produire des agrocarburants et produire de l'énergie – en abordant le problème « *dans son ensemble, en considérant les enjeux pour les agriculteurs, les gens qui vivent sur le littoral ou à la montagne* », explique-t-il.

Lire aussi

En Nouvelle-Aquitaine, « il faut concevoir des filières agricoles adaptées et conserver la ressource en eau »

Jusqu'où aller dans cette participation à la vie de la cité ? La réponse est aussi diverse que les scientifiques eux-mêmes. « *A un moment, il y a forcément une zone grise où l'on est nécessairement mal à l'aise car on nous demande notre avis sur tout* », estime Hervé Le Treut. C'est ce qu'a vécu l'écologue Franck Courchamp en étant interviewé par les médias sur les incendies en Australie, dont il n'est pas spécialiste, mais également sur les OGM, le nucléaire, le végétarisme ou les gestes écologiques du quotidien. « *Cela pose un problème de*

gestes écologiques du quotidien. « Cela pose un problème de légitimité, reconnaît-il. Mais je me sens un devoir de répondre, et lorsqu'on apparaît aussi comme un citoyen, on peut toucher plus largement les gens. »

Partage des savoirs

Dans leurs prises de parole, certains scientifiques choisissent de s'en tenir à leur domaine d'expertise, tandis que d'autres considèrent qu'il faut s'aventurer au-delà, l'ampleur de la crise environnementale nécessitant une vision d'ensemble et une réponse globale. Près de 120 universitaires de toutes disciplines réunis en Atelier d'écologie politique (Atécopol) à Toulouse, un collectif informel réfléchissant aux bouleversements écologiques, ont ainsi décidé de partager leurs savoirs entre eux pour que chaque membre puisse répondre, au-delà de sa spécialité de base, aux sollicitations de la société civile lors de colloques, d'interventions dans des écoles ou de formations.

« Bien sûr, on prend le risque de dire des bêtises, mais l'on ne se départit jamais d'une démarche scientifique, qui implique une remise en cause perpétuelle et une absence de parti pris », assure Jean-Michel Hupé, chercheur CNRS en neurosciences et en écologie politique, qui a cocréé le collectif en septembre 2018. Le discours de l'Atécopol va plus loin que celui du GIEC, qui s'interdit d'être prescriptif : « On assume de dire que la poursuite d'une croissance économique à tout prix est incompatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C et la préservation de la biodiversité. »

Sphères militantes

La limite du curseur entre scientifique et citoyen est parfois moins facile à trouver, lorsque le champ de la recherche rencontre les sphères militantes ou politiques. La candidature du mathématicien Cédric Villani à la mairie de Paris n'a pas manqué d'interroger ses pairs. Et que penser de l'éminent climatologue et glaciologue Jean Jouzel, qui préside le comité de soutien d'Anne Hidalgo (PS) dans la même élection ? « *La crédibilité scientifique est indépendante de ce que l'on fait à l'extérieur de son laboratoire* », répond-il.

« Tous mes engagements ont à voir avec mon rôle de lanceur d'alerte sur le climat. Je le fais à travers un apport de scientifique », Jean Jouzel

Depuis 2015 qu'il n'est plus coprésident du groupe 1 du GIEC, le scientifique, médaille d'or du CNRS, se sent « *plus libre de répondre à des sollicitations d'engagement plus citoyen* ». Après avoir rejoint la campagne du candidat socialiste à la présidentielle Benoît Hamon comme conseiller climat, en 2017, il a soutenu l'économiste Pierre Larrourou aux élections européennes de 2019. « *Tous mes engagements ont à voir avec mon rôle de lanceur d'alerte sur le climat. Je le fais à travers un apport de scientifique*, répond-il. *On peut dire que je suis un militant du climat.* »

Les militants, justement, certains chercheurs n'hésitent plus à se mêler à eux. En janvier, le climatologue Christophe Cassou, membre du GIEC, a consacré trois heures à former aux sciences du climat des activistes du mouvement citoyen Alternatiba. « *Il y a un débat dans la communauté scientifique sur le fait de répondre ou non aux demandes d'associations militantes* », convient-il. Il a choisi d'y aller pour que ces ONG « *relaient mieux auprès du grand public les faits scientifiques qui justifient leurs engagements* ». Aurait-il formé de la même façon les salariés ou les dirigeants d'un groupe pétrolier ? « *Si Total ou d'autres industriels me sollicitaient, je serais le premier à répondre, mais ce n'est pas le cas* », répond-il sans hésiter.

« Devenir moins naïfs »

Le directeur de recherche du CNRS a également été entendu comme témoin dans deux procès de décrocheurs de portraits d'Emmanuel Macron, lors desquels il a rappelé les faits scientifiques qui justifient l'urgence écologique. Mais, le 14 janvier, après la condamnation des militants en appel à Lyon, il critique la décision de la cour sur Twitter : « *Rappeler par le symbole et la non-violence toute la fragilité de ce commun [le climat] et l'impérative nécessité de le protéger reste un délit en France. Quel aveuglement !* », jugeant la position de la justice française « d'un autre temps » au lendemain de la relaxe, par le tribunal de Lausanne, de militants poursuivis pour des faits similaires. Les critiques d'internautes sur son « *manque de neutralité* » ne se font pas attendre.

« *Nous sommes en milieu hostile, déstabilisés par des mouvements anti-environmentalistes qui ont un agenda implicite et qui jettent le doute et le discrédit sur nos activités. On devrait devenir moins naïfs, s'armer et devenir un contre-pouvoir face aux rouleaux compresseurs des lobbys* », assume l'écologue Vincent Devictor. Avec quelques collègues, il consacre deux heures par semaine à consolider son argumentaire pour être convaincant.

« Les scientifiques ont toujours été engagés, qu'il s'agisse, depuis la seconde guerre mondiale, de défendre la paix, l'avortement ou de dénoncer le nucléaire », Christophe Bonneuil

Entre former les militants et devenir militante elle-même, il y a un pas que l'écologue Céline Teplitsky a franchi sans hésiter. Cette chargée de recherche (CNRS) au Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive à Montpellier a rejoint Extinction Rebellion en septembre pour répondre au « *besoin de faire quelque chose* ». Elle fournit des connaissances scientifiques au mouvement et a joué un rôle de médiatrice lors la semaine de « *rebellion internationale* » d'octobre. « *Je suis membre d'Extinction Rebellion en tant que scientifique et citoyenne, mais pas en tant que chercheuse au CNRS* », nuance-t-elle.

Assiste-t-on pour autant à la naissance du savant-militant ? L'historien des sciences Christophe Bonneuil observe plutôt le retour d'un engagement des scientifiques reflétant celui de la société française en général, qui s'est repolitisée depuis 2018.

société française en général, qui s'est repolitisée depuis 2018 avec le mouvement pour le climat, les grèves des jeunes mais aussi le conflit des « gilets jaunes ».

« Les scientifiques ont toujours été engagés dans la société, qu'il s'agisse, depuis la seconde guerre mondiale, de défendre la paix, l'avortement ou de dénoncer le nucléaire, rappelle-t-il. Ce qui est nouveau, depuis un an, c'est que les chercheurs, dans leurs pétitions, n'appellent plus seulement les autorités à agir face à la crise, mais soutiennent également les grèves climatiques et l'action directe. » Il émet l'hypothèse que *« la perte de légitimité d'un Etat, qui ne remplit plus ses fonctions régaliennes de sécurisation des personnes, par défaut d'action à la hauteur de l'urgence climatique, conduit des chercheurs fonctionnaires à se désolidariser, à faire un pas de côté »*.

« Science Canada Dry »

Si Céline Teplitsky se dit *« sereine »* par rapport à son engagement, la question du militantisme fait plus que jamais débat au sein de la communauté scientifique. Sébastien Barot, directeur de recherche en écologie à l'Institut de recherche pour le développement, voit d'un bon œil ce virage vers le militantisme, estimant que *« dans la plupart des cas, cela n'empêche pas les chercheurs de continuer à faire un travail rigoureux et non biaisé idéologiquement »*. Aux yeux du vice-président de la Société française d'écologie et d'évolution, *« d'autres problèmes sont plus importants pour la recherche : le sous-financement qui limite son impact et l'hypercompétition qui pousse clairement à la fraude, ce qui biaise les résultats »*.

« Quand on est pris d'un côté d'une controverse et pas de l'autre, le risque, c'est qu'on perde notre crédibilité scientifique et qu'on ne nous croie plus », Robert Vautard

A l'inverse, le climatologue et membre du GIEC Eric Guilyardi dénonce, dans certaines tribunes, une « *science Canada Dry* », qui « *en a le goût et l'odeur mais qui n'en est pas* ». « *Ces appels, souvent assez naïfs, sont présentés avec des courbes et des chiffres, mais, en réalité, ils sont basés sur des valeurs qui ne sont pas affichées. Les rapports du GIEC ne disent pas si et comment il faudrait transformer la société* », explique-t-il.

« *Quand on est pris dans un discours politique ou partisan, on est pris d'un côté d'une controverse et pas de l'autre. Le risque, c'est qu'on perde notre crédibilité scientifique et qu'on ne nous croie plus* », prévient Robert Vautard, le directeur de l'IPSL à Paris. S'il défend la liberté individuelle de chaque scientifique, y compris celle de signer des pétitions, voire d'être militant, le directeur appelle les chercheurs à ne pas engager l'IPSL dans son ensemble. Il a ainsi souhaité que les messages de nature militante ne soient pas envoyés sur la liste commune des e-mails, par « *respect pour les opinions divergentes* ».

Reste que la question du militantisme des savants est posée lorsqu'ils remettent en cause l'ordre établi, moins quand ils le soutiennent, note Christophe Bonneuil : « *Il faut arrêter de*

soutiennement, note Christophe Bonnicant : « Il faut arrêter de penser que l'impureté est du côté de la société civile. » A ses yeux, tous sont engagés même s'ils ne le reconnaissent pas : « Les scientifiques, via les financements publics, sont encouragés à travailler avec l'industrie, les militaires, mais jamais avec le monde associatif. Or la première position n'est pas neutre. » Les recherches menées pour développer les techniques, accroître la croissance ou le progrès ne sont pas neutres, c'est juste qu'elles bousculent moins la société. Et qu'elles questionnent moins les scientifiques.

Audrey Garric